

# AGIR MAINTENANT



**DOSSIER**  
*Logements sociaux  
invivables*

*Page 9*



**INTERVIEW**  
*Avec Tom Van Grieken*

*Page 7*

## **AGIR MAINTENANT!**

Chers lecteurs et lectrices de Bruxelles Demain,

La crise sanitaire semble sous contrôle mais la vigilance reste de mise. Deux questions essentielles se posent aujourd'hui: comment allons-nous gérer l'après-crise et comment allons-nous rembourser les montants gigantesques qui ont été engagés et donc quels choix budgétaires doivent être faits dans cette optique et, question corollaire, allons-nous continuer à accueillir ici toute la misère du monde sous les prétextes les plus divers, les plus fallacieux et finalement les plus mensongers, comme «le paiement de nos pensions» ou l'opportunité d'une main d'œuvre supposée «hyper qualifiée».

La question de la dette publique accumulée et son remboursement sera la grande question socioéconomique et politique de la prochaine décennie. L'avenir de la prochaine génération dépend des choix budgétaires qui seront faits dans les prochains mois. Le socle sur lequel nous pourrons construire notre avenir se synthétise en un seul mot: responsabilisation. Chacun doit se sentir responsable de ses actes et de ses choix, tant sur le plan individuel que collectif. Chaque citoyen comme chaque administration, chaque acteur socioéconomique comme chaque ministre et chaque communauté comme chaque élu. C'est dans la conscience de la nécessité de la défense du bien commun que se trouve la solution, mais pour cela il faut une identité de vue entre les entités fédérées. Malheureusement, comme vous le savez, cette identité de vue n'existe pas dans notre pays. Avec le Sud qui vote massivement à gauche et le Nord qui vote massivement à droite, il n'est plus possible aujourd'hui d'atteindre la moindre cohérence. Ce sont deux philosophies politiques opposées qui désormais s'affrontent.

Le gouvernement patchwork «Vivaldi» ne semble pas avoir pris la mesure des événements de ces plus de 18 mois de crise. Une crise qui a mis en évidence une série de symptômes révélateurs de l'effondrement de notre démocratie, comme les communautés allochtones dans nos villes qui ont sciemment refusé d'accepter nos normes et nos règles sanitaires, sans doute par défi vis-à-vis d'un pays qu'ils sont nombreux à détester et l'incroyable apathie des pouvoirs publics devant cette situation. Il s'agit ici ni plus ni moins de la mise à mal de l'État de droit. Nous avons également pu observer les limites du mondialisme et se rendre compte que les frontières ont, plus que jamais, une utilité pratique indiscutable. Enfin, nous avons aussi été excédés par la communication totalement défailante des gouvernants et par l'infantilisation systématique de nos concitoyens. Que veut le Vlaams Belang: une responsabilisation des citoyens et des autorités publiques tant fédérale que régionales, que nos normes et nos lois soient respectées par tous, partout et enfin que l'on cesse de nous prendre pour des enfants qui ne seraient pas capables d'entendre la réalité des faits. Ils ont complètement raté la gestion de la crise, ils se sont un peu rattrapés dans la campagne de vaccination, mais maintenant il ne faut pas rater l'après-crise.

Le Vlaams Belang est et reste sur la brèche, comme force de proposition et comme force d'opposition lorsque l'absurdité prend le dessus sur la raison.



**Bob De Brabandere**  
Sénateur et Président du Vlaams Belang bruxellois



## ACTUALITÉ

# CHRONIQUE DE L'ISLAMISATION ILLUSTRATION PAR L'EXEMPLE: LA PISCINE TEMPORAIRE D'ANDERLECHT

Ce 9 juillet 2021, le député bruxellois et chef de groupe du Vlaams Belang, Dominiek Lootens, était présent à la piscine à ciel ouvert, temporaire, ouverte à Anderlecht, pour y enregistrer un message vidéo sur cette initiative controversée. Ce bassin de natation est une initiative d'une association financée par le privé, mais aussi par les autorités locales, c'est-à-dire la Région bruxelloise et la Communauté flamande. L'intention de cette initiative est de promouvoir l'idée de la création de nouvelles opportunités de pratique de la natation dans la capitale. Rien à redire jusque-là, bien au contraire.

C'est une vieille chanson à Bruxelles que de dire que c'est parce que Bruxelles ne dispose pas d'une piscine en plein air que les «jeunes» Bruxellois atterrissent volontiers dans les domaines récréatifs, notamment en Flandre, ou au littoral avec les conséquences que nous connaissons et qui restent gravées dans nos mémoires. Ils y débarquent en nombre et en force, s'y montrent arrogants, accaparent tout et ils importunent les jeunes filles et les femmes venues paisiblement se délasser. Rapidement cela tourne à l'émeute et à la bataille rangée avec les maîtres-nageurs, la police et les autres usagers des domaines. Certains affirment que cette frustration et ce comportement agressif trouvent leur origine dans le fait qu'ils ne trouvent pas dans leur propre Région des infrastructures comparables. Le ministre Dalle (CD&V) avance même que c'est parce qu'ils n'ont pas de travail qu'ils se comportent comme ça.

L'avis de Dominiek Lootens sur la question est sans ambiguïté: «Bien, toutes sottises mises à part, je pense qu'on fait violence à la vérité avec de telles explications». Ce bassin de natation se définit lui-même comme «radicalement inclusif», mais en réalité c'est tout le contraire. Il y a des heures de fréquentation différentes pour les hommes et les femmes. Ce qui est probablement encore plus grave, c'est qu'on admet ici le port du burkini, qui est tout de même le symbole par excellence de l'oppression des femmes. **Pour le Vlaams Belang tout cela est inacceptable.**

Nous voulons que Bruxelles redevienne une ville ouverte, une ville où il y a du respect pour chacun d'une façon générale et pour les femmes en particulier. Une initiative comme celle-ci ne mérite vraiment pas d'être financée avec l'argent de vos impôts, c'est pourquoi le chef de file du Vlaams Belang au Parlement bruxellois n'a pas hésité un seul instant à interpellier le gouvernement bruxellois sur cette question dans les termes suivants:

«Le Ministre-président essaye ici à deux reprises de donner l'impression que nous voulons créer une polémique identitaire, alors qu'en fait celle-ci a été créée par les promoteurs de cette initiative et par personne d'autre. Et que vous, comme autorité, vous payiez et promouviez la ségrégation avec l'argent des contribuables est inacceptable. Vous faites des comparaisons avec le secteur privé, mais le privé n'est pas le public. Vous avez à remplir une fonction d'exemplarité. Vous financez donc la ségrégation avec l'argent des contribuables.

Entre-temps, les membres de ce Parlement, et certains mêmes dans votre gouvernement, veulent favoriser l'initiation à la citoyenneté. Il s'agit donc d'une contradiction majeure. **Nous jugeons inacceptable que l'autorité bruxelloise finance des initiatives qui imposent les lois de l'islam et en particulier les lois de la charia** et je balaye toutes vos tentatives de justification d'un revers de main.... (...) Il est inacceptable que vous sponsorisiez ainsi les lois de la charia».



**Dominiek Lootens**

Député et Chef de Groupe au Parlement bruxellois

**B**

# STOP A LA SALETÉ À BRUXELLES

Les déversements illicites et la dégradation de l'espace public sont une réalité à laquelle les Bruxellois sont confrontés au quotidien. Chaque jour, Bruxelles-propreté reçoit plus de 50 signalements de déversements illégaux en Région de Bruxelles-Capitale. Uniquement sur le territoire de Bruxelles-Ville, les services de la ville collectent chaque jour 7 tonnes de déchets déversés illégalement. **Pour toute la Région bruxelloise, c'est 100 tonnes ou 100.000 kg de déchets illégaux chaque semaine!**

Ce sont des chiffres hallucinants qui démontrent la situation désastreuse où la Région bruxelloise se trouve en matière de gestion de la propreté publique. Le comportement asocial de certains individus et le «j'em-foutisme» chronique qui les caractérisent pose un problème non seulement de propreté publique mais aussi de l'érosion de l'autorité publique. Une fois de plus, la question qui se pose ici est celle de l'impunité qui encourage la perpétuation des délits. Comme toujours, la situation est préjudiciable pour ceux qui font l'effort de garder leur environnement propre. Les honnêtes citoyens paient donc deux fois le prix de l'impuissance publique: une fois pour le traitement de leurs propres déchets et une fois pour le traitement des déversages illégaux.

Disons les choses comme elles sont: Il n'y a presque pas de répression. En 2019, par exemple, seules 27 décharges illégales ont été prises en flagrant délit, ce qui donne un très mauvais signal à ceux qui se comportent de manière asociale à Bruxelles.

**Ça ne peut pas continuer comme ça! Bruxelles est fière de son statut de capitale de l'Europe, mais en même temps elle détient le triste record d'être la ville**

**la plus sale du pays.** Malgré l'arrivée d'un gouvernement Ecolo-Vert en 2019 à Bruxelles, peu de progrès ont été réalisés. **Le Vlaams Belang est le seul parti qui ose nommer les choses telles qu'elles sont et qui formule des propositions sérieuses qui peuvent être mises en œuvre immédiatement.**

## LE PROBLÈME

Les Bruxellois sont tenus de trier leurs déchets, de mettre les sacs-poubelles dans la rue à temps et d'acheminer les déchets excédentaires au parc à conteneurs. Mais en aucun cas le Bruxellois n'y est encouragé. Il n'y a que quelques parcs à conteneurs dans la Région et ceux-ci ne sont ouverts qu'à des horaires très limités. De plus, ils sont difficiles à atteindre et ils sont payants.

Dans les quartiers multiculturels, les habitants choisissent souvent la solution la plus simple, c'est-à-dire déposer leurs déchets et encombrants dans la rue, où et quand bon leur semble. Un tel comportement asocial n'a pas sa place dans la capitale de l'Europe, ni ailleurs. **Pratiquement aucun de ces individus n'est poursuivi, et à chaque fois le citoyen correct paie des impôts supplémentaires pour remédier à leurs comportements scandaleux. C'est un cercle vicieux qu'il faut briser.**

Malheureusement, le ramassage à domicile n'est guère mieux. Cela se produit le matin et le soir pendant les heures de pointe, entraînant une congestion de la circulation. Dans les quartiers moins urbanisés, les sacs-poubelles sont la proie des animaux sauvages qui les déchirent ce qui n'offre pas un spectacle bien attrayant pour une ville comme Bruxelles.

### **La propreté doit être une priorité politique absolue.**

Tant les 19 communes que la Région organisent la gestion des déchets, ce qui suscite un singulier déficit de coordination et même une franche cacophonie dont le citoyen est la dupe. Il est grand temps de changer cela. Les Bruxellois ne veulent rien de plus que vivre dans une ville propre, ce n'est, nous semble-t-il, pas trop demander!

### **NOS PROPOSITIONS**

Pour une ville qui se présente comme une capitale européenne, Bruxelles offre souvent un aspect sale. Le Vlaams Belang veut faire de Bruxelles une ville exemplaire en matière de propreté publique. C'est pourquoi nous proposons:

1. La mise en place de parcs à conteneurs plus nombreux et de meilleure qualité dont les horaires d'ouverture sont adaptés au travailleur bruxellois. Plus de parcs à conteneurs qui acceptent plus de types de déchets et qui sont ouverts 6 jours sur 7.
2. Détecter activement et sanctionner les décharges illégales, si nécessaire avec une surveillance caméra.
3. Rendre les parcs à conteneurs gratuits pour les Bruxellois. Tout le monde devrait pouvoir trier et recycler, y compris les moins fortunés.
4. Organiser la collecte des ordures le soir, en dehors des heures de pointe, afin que les sacs à ordures ne soient pas déchirés pendant la nuit. De plus cela désencombrera le trafic automobile.

5. Construction de conteneurs à déchets souterrains dans les quartiers densément peuplés afin que les rues ne deviennent pas des décharges.
6. Rendre le réseau régional bruxellois exclusivement compétent pour la politique des déchets de la capitale. À l'heure actuelle, les 19 communes et la région sont responsables de la politique des déchets, ce qui conduit à l'inefficacité.
7. Encourager l'utilisation des consignes pour favoriser le recyclage et réduire les déchets.

Le Vlaams Belang propose donc un projet ambitieux qui demande du courage politique, de la détermination et une capacité à gouverner sans tabous, guidé par une vision claire de ce qui est nécessaire pour redorer le blason de Bruxelles. Personne ne niera que la propreté publique est un élément essentiel pour vivre heureux dans une ville et pour attirer l'activité économique. C'est dans cet esprit que le Vlaams Belang, par la voie de son chef de file au Parlement bruxellois, Dominiek Lootens, posera une série de questions et formulera des propositions concrètes sur ce thème crucial aux ministres compétents.

Par ailleurs, le Vlaams Belang bruxellois va mettre en pratique ses propositions en organisant très bientôt une action nettoyage dans un quartier de la capitale. Tout cela sera évidemment relaté dans «Bruxelles demain» et sur notre profil Facebook: «Vlaams Belang Brussel».



# EUROPE: LES PATRIOTES SIGNENT UN ACCORD HISTORIQUE

**Seize partis patriotiques européens signent une déclaration sur l'avenir de l'Union européenne, pour plus de souveraineté et de coopération et moins de coercition supranationale.**

Cette déclaration intervient à l'occasion du lancement de la «Conférence sur l'avenir de l'Europe». Dans le texte, les partis, dont le Vlaams Belang, le Fidesz du Premier ministre hongrois Viktor Orbán, le Rassemblement national de Marine Le Pen et la Lega italienne de Matteo Salvini, soulignent la nécessité d'une culture du consensus au sein de l'Union européenne et d'un plus grand respect de la souveraineté des Etats membres. La souveraineté primordiale appartient aux nations elles-mêmes. Les limites des compétences de l'Union européenne doivent respecter le principe de subsidiarité: toutes les compétences qui n'ont pas été explicitement transférées à l'Union, et que l'Union n'est pas en mesure d'assumer efficacement, doivent rester sous la souveraineté des Etats membres.

La Conférence sur l'avenir de l'Europe est une initiative conjointe du Parlement européen, du Conseil de l'Union et de la Commission, dans laquelle les citoyens européens peuvent exprimer leurs propres opinions. Les organes de l'Union s'engagent à écouter les citoyens. Cependant, selon les signataires de la «Déclaration commune sur l'avenir de l'Europe», l'Union européenne est de moins en moins à l'écoute de ses citoyens et montre trop peu de respect pour la souveraineté des Etats-nations.

Pour Gerolf Annemans, député européen et ancien président du Vlaams Belang, l'Union européenne peut et doit être différente et plus efficace.

Les signataires concluent par un appel à utiliser ce document comme base d'une vision culturelle et politique commune, tout en respectant le rôle des formations politiques actuelles. Il s'agit de réformer ensemble l'Union, pour donner un avenir à l'Europe.

Ce texte doit donc devenir la base politique à la fois d'une nouvelle forme de coopération au sein de l'Union

et de coopération des partis et de leurs groupes au sein du Parlement européen qui ont déjà signé le document, explique Gerolf Annemans. La conférence que la Commission européenne organise avec le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen est un exercice à sens unique avec pour seule conséquence possible: toujours plus d'Union, plus de pouvoirs pour l'Union et moins de respect pour les Etats-nations. Il s'agit en réalité d'un coup de relations publiques pour redorer le blason d'une institution qui se caractérise surtout par l'accumulation d'une série d'échecs majeurs (immigration, crise sanitaire, etc...).

Les signataires actuels sont au nombre de 16: Vlaams Belang (Flandre), Rassemblement National (France), Lega (Italie), Droit et Justice (Pologne), Fidesz (Hongrie), Vox (Espagne), Fratelli d'Italia (Italie), FPÖ (Autriche), Dansk Folkeparti (Danemark), Eesti Konservatiivne Rahvaerakond (Estonie), Perussuomalaiset (Finlande), Lietuvos lenkų rinkimų akcija (Lituanie), PNT-CD (Roumanie), Ellinikílgars Nacionalno Dviženie (Bulgarie) et Ja21 (Pays-Bas).

Cette initiative annonce le grand réveil des peuples d'Europe et l'émergence d'un front de la raison contre les dangereux utopistes et les prébendiers internationaux et il convient se s'en réjouir sans réserve.



**B****ENTRETIEN**

# TOM VAN GRIEKEN

**Bruxelles Demain: L'extraordinaire réussite de votre présidence est bien connue. Au départ on vous appelait «l'enfant soldat» et maintenant vous dirigez le parti le plus important du pays dans tous les sondages. Quel regard portez-vous sur cette période?**

Tom Van Grieken: Tout d'abord de la reconnaissance. Je suis reconnaissant d'avoir reçu à l'époque la confiance des membres de notre parti pour prendre la barre dans une période particulièrement difficile de l'histoire de notre parti. Je suis reconnaissant pour l'engagement collectif durant ces quelques années qui a permis de replacer le Vlaams Belang au centre du paysage politique, avec de haut et des bas, mais toujours avec une détermination farouche. Aujourd'hui, le Vlaams Belang est le plus grand parti de Flandre et du pays. Cela nous donne aussi une grande responsabilité: les gens se tournent vers nous pour que nous tracions les contours d'un avenir meilleur et que nous remettons les choses en ordre. Ce que nous défendons est très clair: pour notre peuple, contre les migrations de masse. Pour nos entreprises et nos travailleurs, contre la mondialisation. Pour une Flandre libérée contre le carcan institutionnel actuel.

**BD: Nous sommes au début de la nouvelle année parlementaire. Comment jugez-vous l'action du gouvernement l'année passée et Comment évaluez-vous le parcours d'Alexander De Croo?**

TVG: L'année écoulée a bien sûr été une année spéciale. L'ombre de la crise sanitaire à tout imprégné. Ce que nous savions déjà et qui s'est une fois de plus confirmé, c'est le

fait que ce pays ne fonctionne pas. Alexander De Croo est Premier ministre de la Belgique, mais en aucun cas celui de la Flandre. Il est essentiellement occupé à éteindre toutes sortes d'incendies au sein de son gouvernement Vivaldi. A certains moments cruciaux, il est apparu plus préoccupé par l'intendance de son gouvernement patchwork que par l'élaboration de politiques efficaces au service de nos concitoyens. De cette façon, la crise a été à peine gérée, ce qui est inacceptable.

**BD: Quelles sont les priorités du Vlaams Belang pour l'année parlementaire à venir et sur quelles thèmes allez-vous vous concentrer?**

TVG: Allons droit au but. En raison de la crise sanitaire, nous entendons peu ou pas du tout parler de la migration de masse vers l'Europe, alors que c'est une question essentielle qu'il faut oser aborder sans tabous. Ce silence peut laisser croire que tout danger est écarté, mais il n'en est rien. Des milliers d'individus venus d'Afrique sont arrivés sur la seule île de Lampedusa ces derniers mois. Et ils continuent à venir. Alors que le Royaume-Uni se prépare à supporter le choc en durcissant les règles d'accès à son territoire, ici le silence est assourdissant. Sous la pression de ses propres partenaires de la coalition, le Secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration Sammy Mahdi (CD&V) est même maintenant victime du chantage de grévistes de la faim. En pliant, il ouvre grand la porte à de nouveaux abus du principe de l'asile. Le Vlaams Belang continuera à s'y opposer. Outre la question des migrations, notre parti examinera bien entendu également de nombreux autres dossiers.

Il apparaît que l'électricité deviendra à brève échéance moitié plus chère et le gaz même jusqu'à trois fois plus cher. Dans un pays où nous payons déjà les impôts les plus élevés au monde, les gens sont confrontés à une facture énergétique exorbitante. C'est sur de tels dossiers que le Vlaams Belang doit être, et rester, la voix de nos concitoyens dans les parlements. C'est notre devoir.

**BD: Il y a un autre problème majeur que, comme parti de la liberté, le Vlaams Belang ne peut absolument pas éluder, c'est celui de la liberté d'expression qui s'érode en ce moment. Qu'en pensez-vous?**

TVG: Les grandes multinationales déterminent de plus en plus ce que nous pouvons et ne pouvons pas dire. En particulier les sociétés de médias sociaux, qui jouent aujourd'hui un rôle très important dans notre vie quotidienne. Ils jouent un sale jeu dans ce domaine. Prenez toute l'affaire autour du Père Fouettard, par exemple. Tout à coup, des gens ont été punis par Facebook parce qu'ils avaient mis en ligne une photo d'une fête d'enfants. Parce que selon Facebook, c'est du racisme. Mais est-ce vraiment à Facebook de le déterminer? Je ne le pense pas. Il appartient au législateur de veiller partout au respect de notre liberté d'expression. Ce qui peut être dit librement dans la rue doit aussi pouvoir être dit librement sur les réseaux sociaux. Nous devons déterminer où se situe cette limite et non une multinationale américaine.

**BD: Ces derniers mois, le Vlaams Belang a organisé de remarquables journées d'étude sur des sujets où on ne nous l'attend pas vraiment, comme l'éducation et la culture. Y a-t-il encore des journées d'études programmées?**

TVG: Nos opposants ne sont que trop heureux de nous accuser d'être un parti «à thème unique». Je dois toujours en rire. Il n'est bien sûr pas étonnant que le Vlaams Belang se démarque surtout sur le thème des migrations: à l'exception de la N-VA, qui à ce sujet bat le chaud et le froid, tous les partis se comportent comme des laquais du lobby des «frontières ouvertes». Si vous analysez objectivement un programme électoral du Vlaams Belang, vous pouvez voir de vos propres yeux que nous avons une position claire sur tous les sujets de société. Des spécialistes sont réunis dans tous les parlements qui, avec nos parlementaires, déterminent nos positions dans tous les domaines. Contrairement aux autres partis, les médias grand public ne nous permettent que peu, ou pas du tout, d'exposer nos points de vue. Nous avons donc pris nous-mêmes l'initiative d'organiser des journées d'étude

autour de ces différents thèmes. Et nous continuerons à le faire, jusqu'aux élections de 2024. Cette année, il y a aussi de nombreuses journées d'étude prévues: sur la Défense, mais aussi, par exemple, sur la situation dans notre capitale Bruxelles. Une chose est sûre: au Vlaams Belang les choses bougent!

**BD: Vous avez indiqué à plusieurs reprises que 2024 sera une année cruciale. Est-ce toujours le cas, maintenant que le président de la N-VA, Bart De Wever, a annoncé à plusieurs reprises qu'il garderait la porte fermée à une coopération avec le Vlaams Belang?**

TVG: Bart De Wever souffle souvent le chaud et le froid. «Jamais avec les socialistes», avait-il déclaré à l'époque en tant que bourgmestre d'Anvers. Et regardez aujourd'hui, il dirige Anvers main dans la main avec les socialistes. En tant que président du Vlaams Belang, je représente tous les Vlaams Belangers. Je pense que le président de la N-VA représente tous les membres de la N-VA de la même manière. Et une grande partie de ces membres de la N-VA sont ouverts à une collaboration avec le Vlaams Belang. En 2024, nous ferons ce que nous avons toujours su faire avec brio, c'est-à-dire faire campagne et convaincre les électeurs qu'une Flandre et une Région Bruxelloise mieux gérées est vraiment possible. C'est ensuite aux Flamands et aux Bruxellois de décider s'ils veulent se joindre à nous dans cette belle aventure du renouveau. Pour ma part je ne fais aucune exclusive. Tout ce que je veux atteindre, c'est d'initier une politique qui donne en toutes choses la priorité à notre peuple. D'une façon ou d'une autre.

**BD: Avez-vous un message particulier pour nos lecteurs?**

TVG: Je terminerai par là où j'ai commencé: merci à tous ceux qui ont soutenu notre parti. Merci pour le partage d'un message sur les réseaux sociaux, pour la pose d'une affiche, pour les visites domiciliaires et pour la présence sur nos marchés dans nos villes et nos villages. Tout ce travail contribue de façon déterminante au succès de notre parti. Ensemble, nous faisons du Vlaams Belang un parti formidable en attendant de faire de la Flandre tout entière et de Bruxelles, notre capitale, des endroits formidables où il fait bon vivre, grandir et vieillir. Et je vais le dire en anglais pour une fois: «you ain't seen nothing yet» (et vous n'avez encore rien vu). Au cours de l'année à venir, le Vlaams Belang continuera à tout mettre en œuvre pour diffuser notre message d'espoir dans toute la Flandre et à Bruxelles.

**BD: Merci pour cet entretien Monsieur le Président.**

# SURVIVRE DANS LES LOGEMENTS SOCIAUX

Les avancées sociales que nous avons connues ces dernières décennies ne sont pas le fruit du hasard. Ce sont les luttes et les sacrifices des générations passées qui nous permettent aujourd'hui d'être protégés sur le plan social. Malgré cela, nombreux sont nos concitoyens qui éprouvent des difficultés à nouer les deux bouts. La solution du logement social n'est pas toujours prise de gaité de cœur, mais elle correspond à un besoin réel compte tenu des prix des loyers dans le secteur privé.

La réalité est que certains quartiers de logements sociaux de la Région bruxelloise sont de véritables coupe-gorges où l'autorité publique est totalement absente et où règne donc la loi de la jungle, celle des dealers et des racailles. Chacun a encore en mémoire les batailles rangées entre bandes rivales ou les équipes de télévision caillassées lorsqu'elles voulaient filmer le quartier du Peterbos à Anderlecht.

**Les politiciens des vieux partis politiques du système, confortablement installés dans leurs privilèges, refusent de voir la vérité en face. Ils refusent de comprendre ce que vivent nos concitoyens jour après jour. Leurs obsessions idéologiques, notamment l'utopie d'une société multiculturelle harmonieuse et heureuse, les aveuglent.**

Pour le Vlaams Belang, chacun a le droit de vivre en sécurité dans un environnement agréable. Il n'est pas tolérable qu'une catégorie d'individus puissent impunément terroriser au quotidien la

majorité des locataires honnêtes qui n'aspire qu'à une seule chose: vivre tranquillement sans déranger personne.

Il ne faut pas se voiler la face, **la réalité est que la cohabitation de personnes autochtones et de personnes venues de diverses cultures extrêmement différentes de la nôtre pose des problèmes qui n'ont toujours pas trouvé de solution depuis de nombreuses décennies.** Que cela plaise aux utopistes du «paradis multiculturel» ou pas, peu importe, c'est un fait.

Dans les logements sociaux, plus qu'ailleurs, l'échec cuisant et définitif des politiques d'intégration, qui ont coûté des budgets astronomiques ces 30 dernières années, est une évidence. Dans les logements sociaux, plus qu'ailleurs, nos concitoyens autochtones sont confrontés au refus de s'adapter à notre manière de vivre, à nos règles et nos lois, à nos valeurs de populations à qui on n'exige rien et à qui on pardonne beaucoup. **A cette politique de tolérance totale le Vlaams Belang veut opposer une politique de tolérance zéro.**

Beaucoup de nos concitoyens autochtones se sentent abandonnés à leur triste sort parce que leurs doléances ne sont pas prises en compte par les sociétés de logements sociaux. Il n'est pas rare que leurs griefs, pourtant légitimes, soient interprétés comme du racisme ordinaire alors qu'il s'agit toujours d'un appel au secours. Le drame, c'est qu'il s'agit en effet parfois de racisme, mais la plupart du temps de racisme anti-autochtone.

Encore une réalité que refusent de voir nos utopistes professionnels. L'enfer est pavé de bonnes intentions.

Bien sûr, les problèmes de convivialité, d'incompatibilité et d'insécurité ne sont pas les seuls problèmes auxquels les locataires des logements sociaux sont confrontés, loin de là, mais

ces aspects-là seront traités ultérieurement dans «Bruxelles Demain».

Vous lirez ici le témoignage poignant d'une locataire d'un logement social depuis plus de 20 ans dans une commune «acquise à la diversité» et ensuite vous lirez ce que le Vlaams Belang propose pour améliorer progressivement la situation.

## Témoignage d'une locataire de logement social

La personne que nous avons rencontrée souhaite témoigner anonymement par peur d'éventuelles représailles de la part des dealers et des «jeunes» du quartier. La septantaine dynamique et déterminée, Françoise (nom d'emprunt), n'en peut plus. Cela fait plus de vingt ans qu'elle se démène pour faire changer les choses dans son complexe de buildings sociaux avec pour seul résultat des insultes, des crachats, des menaces de mort et une société de logements qui ferme les yeux et qui fait la sourde oreille. Dégoûtée, Françoise prépare son départ. Elle préfère encore couper chaque cent en quatre pour quitter son logement social et même pour quitter Bruxelles pour retrouver le calme, la sérénité et surtout la sécurité dans un environnement qui donne envie de vivre.

### Bruxelles Demain: Françoise, quels sont les problèmes de votre quartier de logements sociaux?

D'abord il faut se rendre compte qu'il y a toujours eu des problèmes ici, du vandalisme, du déversage illégal, des petits trafics et des bagarres. Mais ces dix dernières années la situation s'est fortement dégradée. Ce qui est sans doute le plus choquant, c'est qu'on se rend compte que la police n'ose pas intervenir avec toute la fermeté nécessaire. On a même l'impression qu'ils prennent parfois carrément le parti des délinquants. C'est la même chose avec le personnel administratif des logements sociaux et les «animateurs» et autres «travailleurs de rue». Pire encore, ici nous savons tous que ce sont certains de ces «animateurs» payés par la commune qui organisent le trafic de drogue. Vous vous rendez compte?

### BD: Comment réagit-on à vos plaintes?

Lorsque je signale ce qui ne va pas au foyer, on me répond que j'ai déjà de la chance d'habiter ici, qu'ailleurs c'est bien pire et que j'ai donc tort de me plaindre. On ne peut pas s'imaginer ce qu'on ressent quand on reçoit une telle réponse.

C'est désespérant parce que ça veut dire que rien ne va changer, jamais, avec une telle mentalité. On menace plutôt les locataires honnêtes de les flanquer dans un quartier encore plus pourri s'ils osent émettre la moindre critique ou formuler la moindre plainte au lieu de les écouter et d'agir pour éliminer la source des problèmes.

### ... et que fait la police?

Ici, quand les «jeunes» n'obtiennent pas immédiatement ce qu'ils veulent, ils cassent tout, ils enfoncent des portes

d'appartements et finalement quand la police arrive on ne les arrête pas, on les «comprend», on minimise les faits. Même chose pour la drogue, laxisme complet. Les policiers se comportent



plus en assistants sociaux qu'en représentants de l'ordre dont la mission est de faire respecter la loi. C'est incompréhensible, nous nous sentons abandonnés à notre triste sort.

**BD: Vous avez pris des risques en dénonçant la situation?**

Vous pouvez le dire! Les «jeunes» m'insultent souvent, ils me crachent dessus et ils m'ont même menacée de me planter un couteau dans le dos, ils ont même menacé de mort mes enfants quand ils vivaient encore à la maison. Aujourd'hui je vis dans la peur, même si je suis assez forte pour ne pas le montrer, en moi-même j'ai peur.

Un jour j'ai porté plainte parce que des «jeunes» m'avaient foncé dessus avec une voiture et que d'autres avaient voulu me frapper. La police a dit qu'elle ne pouvait rien faire parce qu'ils ne m'avaient pas touchée. Il faudra donc attendre que je sois assassinée pour qu'ils bougent!

**BD: Comment s'organise le trafic de drogues ici?**

En gros, ça commence à 17 heures, c'est alors que commence la foire vaux voitures pour l'achat et la vente. Il y a des guetteurs et le plus souvent ceux qui vendent sont des gamins mineurs. Vraiment, il suffirait que la police place ses «guetteurs» dans certains appartements le soir pour se rendre compte de la situation. Ce n'est pas en arrivant ici toutes sirènes hurlantes qu'on va arrêter qui que ce soit, en quelques secondes ils disparaissent dans la nature. C'est à croire que la police agit comme ça pour être sûr de n'attraper personne. Attention, je ne veux pas accuser les policiers eux-mêmes, je pense que ce sont les responsables politiques, les bourgmestres et les ministres qui donnent des instructions pour faire le moins de vague possible, et les pauvres agents doivent suivre les ordres. C'est ce que je

pense. Evidemment il y a bien quelques pommes pourries dans la police, là comme ailleurs, j'en connais.

**BD: Vous êtes visiblement à bout, Françoise, et vous voulez partir d'ici pour avoir une vie meilleure?**

Oui. J'en ai marre. Mais je ne suis pas la seule, les autochtones qui restent sont ceux qui sont seuls au monde et qui ne peuvent pas être aidés pour quitter ces logements sociaux invivables. Les choses doivent être bien graves pour que des locataires des logements sociaux soient de

plus en plus nombreux à préférer se reloger dans le privé, avec des loyers évidemment beaucoup plus élevés, pour fuir l'enfer des cités. On dirait que ceux qui dirigent les sociétés de logement social pensent que nous avons juste le droit de nous taire parce que nous «profitons» d'un logement moins cher et que nous serions donc moins en droit d'exiger d'être considérés avec dignité, c'est révoltant.

Heureusement ma famille va m'aider à partir vers la province. Ce qui

me donne la rage au ventre, c'est que les logements sociaux ont été conçus pour les personnes à faibles revenus, pour ceux qui n'ont pas été gâtés par la vie, maladie, drames familiaux ou professionnels, pension dérisoire, mais qu'au bout du compte on a remplacé nos pauvres par des allochtones qui n'ont pas cotisés depuis des générations comme nous et parmi lesquels un certain nombre se comportent en gangsters sur un territoire qu'ils considèrent comme leur appartenant et ce avec la complicité du système. La sécurité sociale, les CPAS, les logements sociaux, on m'a toujours dit que c'était la «solidarité nationale», bien, le problème c'est qu'aujourd'hui c'est devenu la solidarité mondiale et que nos pauvres sont les derniers servis. Je suis



dégoûtée et triste de voir comment on est parvenu à foutre mon pays, ma ville et ma vie en l'air.

**BD: Merci pour la force de votre témoignage Françoise**

C'est moi qui vous remercie de m'avoir donné la parole, c'est bien la première fois et soyez sûrs que je sais parfaitement pour qui voter la prochaine fois. Encore merci.



### **QUE PROPOSE LE VLAAMS BELANG**

1. Dans les cités de logements sociaux, comme sur l'ensemble du territoire, le retour de l'ordre et de la loi. La sécurité est la première des libertés.
2. Les sociétés de logements sociaux doivent impérativement faire respecter le règlement interne qui organise la vie dans les immeubles.
3. Il faut que les sociétés de logements sociaux et les communes avec l'aide des zones de police, interviennent immédiatement dès qu'un problème de sécurité se pose et ce avec force et détermination. Application de la politique de tolérance zéro afin de juguler toute tentative d'appropriation de l'espace par les bandes. Toute autre attitude est considérée comme un aveu de faiblesse par les racailles.
4. Une obligation de domiciliation dans la Région bruxelloise depuis au moins dix ans avant de pouvoir obtenir un logement social et cela sans la moindre exception (comme c'est le cas dans de nombreuses communes en Flandre).
5. Contrôle du respect de l'obligation scolaire, ici comme ailleurs d'ailleurs, et suspension des allocations familiales le cas échéant.
6. Meilleurs contrôles des revenus des locataires, certainement en ce qui concerne ceux qui possèdent des voitures de grand luxe. Trop de logements sociaux sont occupés par des personnes en mesure de payer un loyer dans le privé.
7. Expulsion des familles «à problèmes» hors des logements sociaux. Mener une politique d'expulsion des logements sociaux des éléments perturbateurs au lieu de la politique actuelle où ce sont les honnêtes locataires qui doivent subir le laxisme des autorités.

### **CONCLUSION**

On ne peut que constater que la mixité culturelle dans les logements sociaux est un échec et il est probable que la question de la répartition de l'occupation des immeubles par catégories culturelles et par affinités d'âge se posera prochainement. Déjà, il semble que certaines sociétés de logements sociaux opèrent cette répartition en toute discrétion. Le comble est que c'est l'actuelle politique laxiste menée dans les logements sociaux par les utopistes de la mixité qui forcera peut-être les foyers à avoir recours à une communautarisation des logements sociaux pour les rendre viables. Pour un paradoxe!

# LA POLITIQUE EXPLIQUÉE: SCHENGEN

## Au fond, Schengen, c'est quoi exactement?

Schengen est une localité luxembourgeoise où les accords du même nom ont été signés en 1985. L'espace Schengen est une zone à l'intérieur de laquelle il n'est plus procédé aux contrôles frontaliers entre les pays qui en font partie. Seules les frontières extérieures de l'Europe devraient encore être contrôlées. Le système est d'application depuis 1999. Actuellement, 26 pays font partie de l'Espace Schengen: tous les pays de l'Union européenne à l'exception de l'Irlande, de Chypre, de la Bulgarie et de la Roumanie. Des pays qui ne font pas partie de l'Union européenne comme la Suisse, la Norvège, l'Islande et le Lichtenstein adhèrent également à l'Espace Schengen. Ce n'est pas le cas de Monaco, de Saint-Marin et de l'Etat du Vatican, mais ces pays n'effectuent pas de contrôle sur l'immigration pour les ressortissants de l'Espace Schengen.

«Schengen» ne concerne pas seulement le contrôle ou non des frontières. Suite à l'institution de l'Espace Schengen, la collaboration des états devait être approfondie sur les plans policier et judiciaire. L'Union européenne signe de plus en plus d'accords exonérant l'obligation d'un visa d'entrée avec des pays non européens pour accéder à l'Espace Schengen. Les Accords de Schengen sont un élément essentiel de la politique commune en matière d'asile et d'immigration.

La théorie est, hélas, bien plus séduisante que ne le sont les faits. Si la disparition des contrôles le long des frontières intérieures est un objectif en soi, alors Schengen est un succès indiscutable. En effet, les frontières intérieures ne sont plus du tout contrôlées.

Il en va différemment du deuxième volet du principe Schengen: le contrôle des frontières extérieures. Il est évidemment bien plus facile de ne pas contrôler les frontières que de le faire. De nombreux endroits de cette frontière extérieure sont de véritables passoires. Cela signifie que chaque année ce sont des centaines de milliers d'étrangers illégaux qui pénètrent sur le territoire de l'Union européenne. Un fois arrivés dans

un pays appartenant à l'Espace Schengen, ils peuvent circuler d'un pays de l'Espace Schengen à un autre sans être inquiétés «grâce» à la disparition des frontières intérieures.

Schengen offre de formidables opportunités aux individus mal intentionnés, comme les illégaux, les trafiquants d'êtres humains et le crime organisé en général.

On voit ici, une fois de plus, que les théories nées dans les esprits technocratiques des demi-dieux de l'Union européenne sont à des années-lumière de la réalité et que, une fois de plus également, le bon sens populaire se révèle bien supérieur à leurs élucubrations mondialistes.

Pour tout esprit pratique, l'existence de frontières gardées permet de contrôler qui entre et qui sort d'un pays et donc d'augmenter les possibilités d'interpeller les individus animés de mauvaises intentions, il est sidérant de devoir le rappeler.

Au moment où la crise Afghane va plus que probablement amener une nouvelle vague de migration vers l'Europe, pour le Vlaams Belang il faut plus que jamais fermer et garder nos frontières tant que le flux migratoire illégal n'est pas maîtrisé et qu'une vraie politique d'expulsion des illégaux n'est pas diligentée. Il en va de la sécurité de nos concitoyens et de la pérennité de notre sécurité sociale. Et si pour cela il faut sortir des accords de Schengen, qui a montré sa totale inefficacité, alors qu'il en soit ainsi.



**B**

# RÉAMÉNAGEMENT DU RING: «BRUXELLES N'EST PAS UNE ÎLE»

**Le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a récemment émis un avis négatif sur les projets flamands de réaménagement du Ring autour de la capitale. «En tant que ministre de la Mobilité, Madame Van den Brandt (Groen) souhaite que Bruxelles s'assoie à la table des négociations en partenaire égal. Mais, pour développer une bonne coopération avec les autres Régions, le gouvernement Bruxellois doit se débarrasser de sa mentalité insulaire» déclare le Chef de groupe du Vlaams Belang au Parlement bruxellois, Dominiek Lootens.**

Les avis négatifs sur le réaménagement et la rénovation du Ring autour de la capitale font sourcilier beaucoup d'observateurs. «Le principal argument contre les plans du gouvernement flamand est l'affirmation selon laquelle, alors que le Ring est une infrastructure cruciale pour Bruxelles, l'autorité régionale bruxelloise n'est pas davantage impliquée en tant qu'acteur au même niveau que la Région flamande. En réalité, Madame Van den Brandt s'oppose particulièrement à une augmentation des capacités de trafic qui accompagne un élargissement du Ring», a déclaré Dominiek Lootens avant d'ajouter: «Madame Van den Brandt donne l'impression que le trafic sur le Ring autour de Bruxelles ne concerne que Bruxelles, alors que l'axe de circulation concerne tout autant le niveau régional, tant flamand que bruxellois».

C'est la liaison la plus importante entre l'est et l'ouest de la Flandre et c'est ce qui rend la réaction du gouvernement bruxellois, par la voix de

sa ministre verte de la mobilité Madame Van den Brandt, dénuée de toute crédibilité. Le gouvernement bruxellois plaide pour une bonne coopération inter-régionale dans le cadre de ses plans de péage urbain, mais il met un couteau sous la gorge flamande dans le dossier du réaménagement du Ring, dit le Vlaams Belang. Ce n'est pas une pratique politique sérieuse. Ce comportement à sens unique ne facilite pas la coopération nécessaire entre la Flandre et la capitale bilingue.

Ce dossier montre une fois de plus combien Bruxelles est géographiquement imbriquée dans l'espace flamand, et qu'elle est totalement dépendante de la Flandre en termes d'économie et d'infrastructures. C'est une réalité qu'on ne peut pas ignorer quand on veut trouver des solutions aux problèmes qui se posent. Le Vlaams Belang prône une consultation permanente dans les dossiers liés à la mobilité.

«Il y a aussi beaucoup de goulots d'étranglement à résoudre en ce qui concerne la zone de basses émissions et l'accès à Bruxelles via l'E40. Mais pour créer une atmosphère constructive, il est évident que l'abandon de cette mauvaise idée qu'est le péage bruxellois devrait être une condition préalable. Quiconque prône un partenariat égalitaire entre la Flandre et Bruxelles doit se rendre compte que la balle est dans le camp bruxellois et que le gouvernement bruxellois doit se départir de sa mentalité insulaire» conclut Dominiek Lootens.

# A LIRE: LA REVUE ÉLÉMENTS

La revue «éléments» a nourri des générations de militants politiques. Elle est le vecteur de communication de ce que la science politique appelle «La Nouvelle Droite», qui est un courant de pensée politique apparu en 1968 avec la fondation du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE), dont les principaux représentants sont l'essayiste Guillaume Faye (décédé en 2019) et le philosophe et essayiste Alain de Benoist, qui continue aujourd'hui encore sa longue marche intellectuelle. Il est un véritable stakhanoviste de l'édition en publiant chaque année des ouvrages toujours passionnants, novateurs et à contre-pied du prêt à penser.

Alain de Benoist définissait il y a quelques années son travail de la façon suivante: «La Nouvelle Droite n'est pas un mouvement politique, mais une école de pensée. Les activités qui sont les siennes depuis aujourd'hui plus de trente ans (publication de livres et de revues, tenue de colloques et de conférences, organisation de séminaires et d'universités d'été, etc.) se situent d'emblée dans une perspective métapolitique.»\*

## UNE AVENTURE INTELLECTUELLE

«*Éléments est aujourd'hui l'une des plus anciennes revues d'idées d'expression française, puisqu'elle paraît sans interruption depuis plus de 42 ans.*

Numéro après numéro, Éléments interroge l'histoire et les arts, met en perspective les recherches scientifiques et les travaux des philosophes, analyse les mouvements d'idées et offre une tribune à tous ceux dont le travail contribue à identifier,

raffermir et faire croître les racines d'un futur européen qui est notre passion commune.

Cette aventure intellectuelle est aussi un combat contre la pensée unique et le silence assourdissant des médias, un combat pour qu'un nombre croissant de lecteurs disposent d'éléments pour comprendre et, à leurs niveaux respectifs, transmettre et agir.

Regarder en arrière, c'est redécouvrir tous les débats lancés par Éléments, toutes les pistes ouvertes, toutes ces analyses dont certaines sont aujourd'hui au cœur des enjeux de demain.

Regarder autour de soi, c'est comprendre que ce travail est de plus en plus nécessaire, parce que la chape de plomb est toujours là, mais aussi parce que nous constatons tous chaque jour que les vieux clivages se fissurent et, qu'enfin, les lignes bougent». (texte qui présente «éléments» sur le site de la revue)



Il s'agit d'une revue de haut niveau qui essaye de clarifier les enjeux et les perspectives, mais qui n'échappe pas parfois à un jargon philosophique difficile d'accès pour le profane. Mieux vaut en être averti.

\*Métapolitique, terme composé des racines «meta» («au-delà» en grec) et «politique», du grec «polis» (la cité, les affaires publiques) signifie littéralement: «ce qui se situe au-delà des affaires publiques».

La revue est disponible dans de nombreuses librairies, mais il vaut mieux s'abonner ([www.revue-elements.com](http://www.revue-elements.com))



**MARRE DE LA SALETÉ ?**

**DITES STOP !**

**TIREZ LA SONNETTE D'ALARME SUR**  
[www.vlaamsbelangbruxelles.be/proprete](http://www.vlaamsbelangbruxelles.be/proprete)



**TÉMOIN DE SALETÉ?  
SCANNEZ-MOI**